

# LA SOLIDARITÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

ORGANE SOCIALISTE HEBDOMADAIRE.

Pas de droits  
Sans devoirs.

AN-ARCHIE—COLLECTIVISME—MATÉRIALISME.

Pas de devoirs  
Sans droits.

## ABONNEMENTS.

FRANCE un an 10 francs.— 6 mois 5 fr. 50  
ESPAGNE id. 20 réaux id. 44 réaux.  
ETRANGER id. id. (port en sus) id. id. (p. e. s.)

## PRIX DU NUMÉRO

Un demi réal.

## ABONNEMENTS.

FRANCE 3 mois 3 francs. 1 mois 1 franc.  
ESPAGNE id. 6 réaux. id. 2 réaux.  
ETRANGER id. id. (port en sus) id. id. (p. e. s.)

Les abonnements partent du 1.<sup>er</sup> et du 15 de chaque mois; les manuscrits ne sont pas rendus.

Barcelone le 14 Aût 1873.

## PROTESTATION.

Deux réfugiés français ont été arrêtés ces derniers jours et des perquisitions faites dans l'appartement qu'ils occupent; il paraît que leur logement était dénoncé aux hommes de police comme un repaire d'incendiaires, de pillards et de bandits. Arrêtés sans motifs, ils ont été relâchés presque sans explications; mais, quelques paroles échappées, la saisie de trois numéros de notre journal, et des renseignements certains nous permettent d'affirmer que parmi les quinze français que l'on espérait y trouver, on comptait arrêter des rédacteurs de la *Solidarité révolutionnaire*.

Nous ne pouvons sans protester laisser passer en ce qui nous concerne d'aussi inqualifiables poursuites.

Est-ce par amitié pour le gouvernement français que l'on en veut aux rédacteurs de notre journal? Nous comprenons l'irritation que doit éprouver en France un pouvoir qui flanqué de policiers et de gendarmes voit circuler malgré lui la *Solidarité* dans les provinces méridionales de notre pays. Si c'est ce rôle que l'on joue, que l'on en fasse le touchant aveu. Les républicains sauront ainsi que le gouvernement de la république espagnole se fait le gendarme d'un gouvernement qui protège ostensiblement les carlistes et laisse passer les fusils qu'on leur envoie. Est-ce pour leur propre compte qu'ont travaillé les autorités Espagnoles? Nous serions heureux de le savoir. Les Lois de ce pays ne sont-elles applicables qu'aux espagnols, ne nous couvrent-elles pas parce que nous sommes français ou parceque nous sommes proscrits? Comme français, nous protestons; l'histoire d'Espagne appartient à tout le monde et tous sans distinction de nationalité ont le droit d'imprimer leur appréciation. Nous protestons surtout comme proscrits; nous voulons savoir quelle est la situation que l'on prétend nous faire. Si c'est l'hospitalité qu'on nous donne, nous acceptons; nous refusons indignés,

si c'est une espèce de tolérance, de charité qu'on nous offre.

Il est bien entendu qu'il ne peut être question ici que du pouvoir qui gouverne l'Espagne. Nous connaissons trop l'esprit de solidarité qui anime nos frères de la péninsule pour croire un seul instant qu'ils puissent approuver même silencieusement les mesures que l'on paraît décidé à prendre à notre égard.

LA RÉDACTION.

## LA SITUATION.

Où allons-nous? Telle est la question que se pose dans la péninsule la bourgeoisie. L'Etat, cette chose qu'on est parvenu à reconstituer au delà des Pyrénées s'émiette, se divise, s'oppose à lui-même et en se combattant il se détruit. Aujourd'hui, il y a un Etat carliste dans le nord de l'Espagne, il y a un Etat intransigent dans le midi, et celui de la république menteuse des Cortès siège dans la capitale. Chacun de ces trois états a son gouvernement, son territoire, ses finances, ses généraux, sa marine et ses soldats. Des finances espagnoles, de l'armée espagnole, de la marine espagnole, de la patrie espagnole, que reste-t-il? Rien, si ce n'est des débris. Avant d'être fédéral, s'écrie Castelar à la tribune, je suis républicain; avant d'être républicain, je suis Espagnol! Il aurait pu ajouter, le grand orateur, l'illustre historien, qui gémit sur l'affaissement du patriotisme, de la nationalité, avant d'être espagnol, je suis homme de bourgeoisie.

L'Etat Carliste n'a pas d'avenir. Depuis deux ans qu'il est en armes sur le territoire quels sont ses progrès? A-t-il pu conserver une seule de ses conquêtes? S'il entre le soir dans une ville, il en fuit précipitamment l'aube venue. Malgré l'or de l'Europe clérical il n'a pu faire jusqu'ici qu'une guerre de bandits.

Les intransigents ont le mérite de la franchise;

aussi ont-ils nos sympathies. Ils disent ce qu'ils veulent, ils combattent pour ce qu'ils disent, pour l'autonomie du canton. Mais partout où ils sont les maîtres, leur premier acte est la constitution d'un pouvoir. Le pouvoir, ils ne veulent pas le détruire, ils ne veulent que le déplacer, ce qu'ils détestent à Madrid, ils le chérissent à Carthagène. Quoique ce mouvement soit appuyé par bien des nôtres, il nous est impossible de le considérer comme le prélude d'une rénovation sociale.

Ce sera le pouvoir de Madrid qui l'emportera dans la lutte; mais combien ne sortira-t-il pas amoindri d'une collision où la bourgeoisie elle-même déchire ses entrailles?

Seront-ils assez forts, ces débris de l'Etat bourgeois, pour résister au flot de l'émancipation populaire qui monte sans cesse, qui monte toujours? Nous ne le pensons pas. Il ne faut pas en effet que la bourgeoisie s'illusionne! Alcoy n'est pas la grande bataille, Alcoy n'est pas le dernier mot du prolétariat. Pour nous, et pour tous ceux qui vivent comme nous de la pensée révolutionnaire, Alcoy n'est qu'une affaire d'avant-garde, une escarmouche et rien de plus.

## LA PROPRIÉTÉ.

LA PROPRIÉTÉ C'EST LE VOL! Voilà une proposition qui a fait plus de bruit dans le monde que les victoires de Bonaparte, les campagnes du grand Frédéric et les conquêtes d'Alexandre. Tout le monde lorsque cette formule fut lancée par Proudhon dans l'arène économique cria, haro! sur le sophiste et nul cependant ne consentit à le suivre sur le terrain de la discussion. L'Intérêt et l'Ignorance trouvèrent plus facile de répondre par des insolences que par des arguments.

C'est que le grand remueur d'idées les entraînait à sa suite à l'étude de tout ce qui de près ou de loin touche à cette question formidable. Il voulait délayer d'abord l'idée de propriété de tout l'amphigouri qui l'enveloppe, montrer qu'il ne faut pas confondre avec la Propriété toutes les formes de la Possession, loyer, fermage, emphytéose, usufruit, jouissance des choses qui se consomment par l'usage. Il désirait suivre avec eux dans l'histoire le développement sériel de l'idée de propriété; leur prouver en remontant aux origines que ni le droit de premier occupant, ni le droit du travail, ni enfin la consécration légale ne pouvaient justifier ce monopole. Toutes choses que ses adversaires ignoraient profondément ou avaient intérêt à ne pas connaître.

Quant à nous nous chercherons à analyser toutes les choses que le mot propriété renferme; nous jeterons un coup d'œil rapide sur les phases diverses par lesquelles est passée la notion de posséder, depuis la propriété communiste de l'époque patriarcale jusqu'à la propriété collective qui n'est pas encore acceptée par notre société d'exploiteurs, mais qui a été proclamée pour la première fois dans un congrès de l'Internationale, à Bale, le 10 septembre, 1869.

### ÉLÉMENTS DE LA PROPRIÉTÉ.

Les éléments constitutifs de ce qu'on est convenu de désigner par le mot vague LA PROPRIÉTÉ, sont

de nature diverses; la *Matière première*, chose indispensable puisque sans elle rien n'existe, est offerte gratuitement par la nature; le *travail personnel*, destiné à donner à cette matière la forme utile qu'elle doit recevoir est apporté par le travailleur; les *instruments de travail*, au moyen desquels cette transformation s'effectue et dont la découverte est le résultat des efforts et de l'expérience péniblement acquise des générations passées.

Qui ne voit là une analogie évidente avec ce qui se passe dans l'organisation des êtres vivants? Eux aussi empruntent à l'extérieur, prennent dans la nature la matière première qui transformée devra suffire à leurs besoins; eux aussi ont des instruments de travail, des systèmes, des organismes différents destinés à cette transformation; instruments, mécanismes, organes, qui se sont péniblement développés pendant toute la vie de la collectivité vivante. Là aussi, les éléments, les cellules pour employer le mot scientifique ont à effectuer un travail spécial, nous allions dire personnel, pour donner à la matière première sa forme définitive d'appropriation.

Que l'on voit dans cette analogie une ressemblance toute fortuite, un simple rapprochement il importe peu à la thèse que nous défendons. Qu'il s'agisse de propriété terrienne, mobilière ou intellectuelle, les éléments dont nous venons de parler existeront toujours. Il y aura toujours une matière première, terre, matériaux que renferme le sol, fonds intellectuels péniblement amassés par les générations précédentes et déposés en riches filons sous forme d'ouvrages dans nos bibliothèques, sous forme de chefs-d'œuvre dans nos musées. Il faudra toujours un travailleur, artisan, homme de science, artiste, pour donner à ce fond une forme utile, et toujours à ce travailleur, pour arriver au but qu'il se propose d'atteindre, un instrument de travail sera nécessaire dont la découverte ne sera jamais due à lui seul, mais qui aura été l'œuvre collective de travailleurs qui ne sont plus. Tous ces éléments sont indispensables au travail social; qu'un seul d'entre eux vienne à faire défaut, il n'y aura plus de travail possible; rien ne se produira plus, ni dans l'ordre de l'utilité ni dans l'ordre du vrai, ni dans l'ordre du beau.

En ce qui concerne la matière première, à part la quantité nécessaire; il faut encore tenir compte de la qualité, que celle-ci soit due à l'origine ou à des circonstances éventuelles dont il va être question. Que deux agriculteurs égaux par la capacité, par l'ardeur au travail, par le temps qu'ils dépensent et la force qu'ils emploient cultivent des sols de fertilité différente, qui ne voit qu'entre ces deux hommes toute égalité sera rompue? Que l'un obtiendra un surcroît de produit qu'il ne devra pas à son travail, qu'il ne devra qu'à la supériorité de sa terre, qui ne sera qu'une aubaine injuste et gratuite? Qu'un terrain d'alluvion formé au dépens du lit d'une rivière, un chemin de fer construit, un canal creusé, par la main d'autres hommes, viennent apporter à un terrain une plus-value? Qui ne voit qu'il y aura là une plus-value absolument indépendante du travail personnel du cultivateur? Que deux chercheurs dans le domaine de la science se lancent à la poursuite de la vérité, qui peut nier que pour qu'entre eux l'égalité soit possible, il faut que par l'instruction intégrale ils aient pu également

s'élever à la connaissance des faits scientifiques connus?

Au point de vue des instruments de travail nous serions conduits à faire les mêmes réserves.

Les trois éléments que nous venons de reconnaître, *matière première due à la nature, instruments de travail dus à l'humanité, travail personnel du à l'individu*, voilà ce qui constitue le travail social; voilà ce qui réuni injustement dans la main d'un seul ou de quelques hommes à l'exclusion des autres constitue la propriété telle quelle existe aujourd'hui, la propriété qu'il faut qu'on abatte.

(à continuer.)

## CHRONIQUE DU TRAVAIL.

**ESPAGNE.**—Malgré les agissements des partis bourgeois, les calomnies lancées contre notre association et les persécutions dont nous sommes l'objet, malgré le vol de nos correspondances, le mouvement socialiste fait son chemin. Dans de grandes cités il est vrai beaucoup d'affiliés sont inconscients, ne veulent s'occuper que de questions purement économiques alors que la voie révolutionnaire seule peut nous conduire à notre émancipation. En revanche, il y a en Espagne des fédérations courageuses et conscientes de leur devoir: la fédération de Murcia s'est rendue solidaire des actes de ses frères d'Alcoy et s'est vue l'objet de la part de la Junte intransigente de mesures de rigueur: *on a défendu aux imprimeurs de rien publier qui émane des membres de l'Internationale*. A Grenade, Constanti, Cocentagna, Ségovia, on adopte la même ligne révolutionnaire. Que Pavia après les massacres de Séville et de Cadix, aille à Cardoue et à Grenade. De cette lutte entre le gouvernement et ceux qui en désirent un autre ouvre les yeux aux travailleurs, que nos frères restent convaincus qu'il n'y arien à attendre d'un pouvoir quel qu'il soit et de ceux qui le composent.

**PORTUGAL.**—La fédération portugaise vient de protester à son tour contre les calomnies lancées contre nos amis d'Alcoy.

«L'insurrection d'Alcoy, - dit-elle - fut une conséquence de la pression des autorités locales dont le peuple a compris les menées politiques. Dans le but de continuer les scènes de l'aradas, Carmona, Sevilla, San Lucar de Barameda, Valencia, Vigo, Jerez, y Palma de Mayorgne, ils nous traitent d'incendiaires. Les incendiaires sont vous Messieurs les Bourgeois. N'est-ce pas vous qui êtes les auteurs de tous ces tripiots qui se passent en Espagne, qui excitez et désespérez le peuple? N'est-ce pas vous qui avez inventé toutes sortes de supplices pour les libres penseurs; qui calomniez, insultez, déployez toutes les persécutions contre une association de travailleurs?»

«Peuple, assez de pacifiques relations sociales, combattons à outrance nos ennemis, et prenons pour guide de nos aspirations, *La Justice*.

Lisbonne, 27 Juillet 1873.

AU NOM DE LA FÉDÉRATION DE LISBONNE.

Le secrétaire,  
N. G. e.

**SCISSE.**—Comme nous l'avons annoncé dans notre dernier numéro, le Congrès général des sections et fédérations autonomes aura lieu à Genève, lundi 1<sup>er</sup> septembre, dans un local de la brasserie schiess, aux Pâquis. Parmi les questions à l'ordre du jour se trouve: LA GRÈVE GÉNÉRALE; et UN PROJET DE RÉORGANISATION DE NOTRE ASSOCIATION.

A jour fixe, l'immense machine du travail s'arrête; les mines n'ont plus d'ouvriers, les fabriques et les ateliers sont vides, les chemins de fer s'arrêtent le long de leurs rails, les

rues sans éclairage, le commerce sans postes, le gouvernement sans télégraphie, les boulangeries sans pain et les boucheries sans viande. Le peuple entier est dans la rue et répond à ses maîtres anéantis:

«Je ne recommencerais le travail que lorsque la propriété sera transformée, que lorsque les instruments de travail seront dans ma main, dans la main du travailleur.»

On le voit cette idée n'est pas sans puissance. Dans le congrès Belge du 2 Juin, Flink de Verviers montra aux yeux de tous le peu de résultats que donnent les grèves partielles, les sacrifices immenses qu'elles nous content; il dit qu'il vaudrait mieux y renoncer et déployer toute notre énergie pour arriver à la réalisation de la Grève générale. Verricken de Bruxelles recommande l'organisation des groupes de résistance et la mise à l'ordre du jour dans toutes les sections ou groupes de la discussion sérieuse des questions sociales. Si la Grève générale dit-il doit nous conduire à la Révolution, sachons au moins fixer d'avance l'ordre de choses dans lequel nous aurons à nous mouvoir le lendemain. Son avis est donc que l'on formule un programme surtout en ce qui touche la propriété sociale et pierre d'assise de l'état social actuel. Quant à nous, nous sommes aussi pour l'abandon des grèves partielles, pour la réalisation de la grève générale, mais qu'on ne l'oublie pas nous sommes révolutionnaires avant tout.

En ce qui concerne la réorganisation de l'Internationale; le congrès Belge du 2 juin a aussi émis un projet:

«Considérant—que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes;

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail est la cause première de la servitude dans toutes ses formes, —misère sociale, avilissement intellectuel et dépendance politique;

Que par conséquent l'émancipation économique de la classe ouvrière est le plus grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen;

Que tous les efforts tendant à ce but ont échoué jusqu'ici faute de solidarité entre les travailleurs des différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières des diverses nations... etc...

Les fédérations des pays représentées au Congrès International de . . . . . et toutes celles qui adhéreront plus tard reconnaissent pour base de leur conduite sans distinction de couleur, ni de nationalité: *Pas de droits, sans devoirs; pas de devoirs sans droits*; et adhèrent au pacte d'amitié sous la dénomination: ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

Les principales clauses de ce pacte, sont:

1<sup>er</sup> Se porter mutuellement secours dans la lutte contre le capital;

2<sup>o</sup> Entretenir des correspondances suivies entre les diverses fédérations afin que les ouvriers des divers pays soient constamment au courant de la situation et de la marche de leurs confrères des autres pays;

3<sup>o</sup> Concourir d'un commun accord à la solution des questions sociales; à cette fin un congrès annuel aura lieu tout les ans au mois de septembre.

Dans notre prochain numéro nous donnerons les dispositions générales des Congrès annuels. Encore une fois nous engageons nos amis de France à aller à Genève le 1<sup>er</sup> septembre faire oublier au monde le rôle joué par nos compatriotes à La Haye.

## COSAS DE ESPAÑA

On doit être étonné, en Europe, du prolongement et de la durée de l'insurrection qui ravage le Nord de l'Espagne, insurrection que le gouvernement de ce pays a eue en main, tous les moyens nécessaires pour dominer et écraser, et qu'il a laissée

croître et augmenter au grand détriment de tous les intérêts du pays, au grand détriment de la dignité et de l'honneur de la République, que sa coupable négligence a compromis. On se demande quels peuvent être les motifs de tant de faiblesse, et toutes considérations faites, toutes raisons examinées, tout pesé en un mot on en arrive à répéter cette réponse : trahison.

Quels peuvent être en effet les titres des hordes de Don Carlos, à tant d'indifférence, nous dirions presque à tant de complaisance de la part du gouvernement de Madrid. Leurs hauts faits tout le monde les connaît. Elles arrêtent périodiquement les trains et les diligences, et dévalisent les voyageurs. Le 30 Juillet encore le train de Vitoria à Saragosse était détenu par elles. Elles imposent des contributions aux compagnies, elles font feu sur les mécaniciens qui n'obéissent pas immédiatement à leurs ordres. Et les voyageurs qui veulent passer avec quelque sûreté d'Espagne en France, sont obligés de faire le trajet à dos de mulet entre Jaca et Pello. Elles brûlent les trains de marchandises, elles incendient les gares, elles livrent aux flammes les maisons des villes qui leur opposent quelque résistance. Elles fusillent les prisonniers et les otages qu'elles prennent, elles assassinent les femmes des républicains et leurs enfants à la mamelle comme à Igualada. Elles vont plus loin encore ces hordes sauvages, elles remettent en usage les vieux instruments de cruauté des temps de la barbarie passée, comme pour nous donner un avant-gout des douceurs de la société à laquelle ils veulent nous ramener, elles appliquent la torture à leurs victimes, et l'on a vu un cabecilla se faire apporter une scie, et scier lui-même la tête d'un infortuné, que les satellites de sa bande gorgés de sang voulaient épargner. Et ces actes de vandalisme, se répètent chaque jour, et plongent des provinces entières dans le deuil et dans la désolation...

Et le gouvernement n'a pour ces brigands que des menagements. Et pendant que le peuple frémissant d'impatience et de colère demande des mesures énergiques contre eux, son action se borne à faire entendre quelques hypocrites Jérémies du haut de la tribune du Corps législatif....

Des Mesures énergiques ? Qu'on en juge ! Une ville située à quelques heures de Barcelone, Igualada est assiégée. Elle demande des secours, et résiste pendant près de deux jours. Les secours ne viennent pas. Barcelone regorge il est vrai de troupes, mais les troupes de Barcelone ne peuvent pas bouger. Elles veillent à la conservation de l'ordre et de la propriété ! Igualada succombe, Igualada paye cher sa résistance, Igualada brûle. Saballs la sacage et passe au fil de l'épée les habitants des premières maisons. Mais l'ordre et la propriété sont protégés à Barcelone. Le gouvernement de Madrid est satisfait !

Le peuple commence enfin à comprendre qu'il n'a plus rien à attendre du pouvoir central. Tout est perdu s'il ne se sauve lui-même, tout est perdu s'il ne se hâte de proclamer la fédération, de la réaliser. Malaga, Cadix, Séville, Carthagène, Grenade, Murcie, Valence, s'insurgent. Ces villes n'attendent plus rien du parlementarisme, et méconnaissent l'autorité des Cortès qu'elles mêmes se repentent d'avoir élues. Elles proclament l'autonomie du Canton. Des Juntas révolutionnaires s'établissent partout. Quelques-unes ont un caractère véritablement socialiste. Le mouvement n'est pas internationaliste ; mais partageant l'indignation générale, les membres de notre Association l'appuient en beaucoup de points, et quelques uns d'entre eux comme, Melendrez à Carthagène, Rosell à Valence, Mingorance à Séville, Rodriguez à Grenade, et beaucoup d'autres font partie des Juntas révolutionnaires, juntes de combat pour le moment. Des contributions qui s'élèvent à 50 pour cent du revenu, sont imposés par quelques juntes aux capitalistes, pour faire face aux nécessités de la lutte.

Mais voilà que le gouvernement se réveille de sa torpeur, voilà qu'il retrouve contre les républicains socialistes l'énergie qu'on ne lui avait pas connue contre les carlistes. Des troupes en masse sont envoyées contre les partisans du mouvement cantonal. Pavia à Séville, Martinez Campo et Villacampa à Valence, Ripoll à Salamanque. L'escadre qui s'est ralliée au mouvement est traitée de *pirate* et le ministre de la marine sollicite pour ainsi dire l'intervention étrangère. A son instigation le *navire de guerre Vigilante* est saisi par une frégate

prussienne. On promet aux soldats qui lutteront contre l'insurrection cantonaliste, leur congé définitif et une croix qui leur rapporte 30 réaux de pension par mois ; on ouvre pour la combattre les portes du bagne de la Carraca dont les galériens sont armés. Dignes défenseurs d'un si honorable pouvoir ! Les volontaires sympathiques au mouvement au contraire sont désarmés, et pendant que les journaux carlistes circulent librement, on saisit les journaux cantonalistes....

La lutte s'engage à Séville. La ville est bombardée, et le canon de Pavia détruit un grand nombre d'édifices. Bah ! C'est le canon des défenseurs de la propriété ! Il fait des victimes innocentes. Peuh ! Ce sont les boulets des gens de l'ordre. Mais les insurgés se battent comme des lions c'est Pavia qui le dit. A deux reprises les assaillants sont repoussés. Enfin les barricades sont tournées. Les troupes se sont ouvert des cheminements à travers les maisons. Le combat est terrible, le sang coule à torrents. Les assiégés pour se défendre sont obligés de mettre entre eux et leurs agresseurs une barrière de flammes. Voilà l'infâme bourgeoisie qui s'indigne. Des maisons détruites par le canon.... non !.... par le pétrole ! Horreur ! Que lui importent les victimes humaines amoncelées autour des barricades, que lui importent les cadavres qui garnissent les rues, que lui importent les fleuves de sang qui rougissent le pavé, que lui importent les veuves et les orphelins ? Le pétrole a détruit ses palais ! Voilà l'abomination !

Et le général Pavia a télégraphié qu'il avait durement châtié les coupables. Il n'y a pas eu en effet de quartier. Tous les prisonniers ont été fusillés sur le champ. Et une fois l'ordre rétabli, des arrestations faites à domicile sont venues remplir les prisons.

Comme nous l'avons dit plus haut notre Association n'a pris une part ni officielle, pour ainsi dire, ni directe, ni générale dans ces événements. Elle ne peut oublier, que si le peuple incline vers les principes d'autonomie et de fédération qui sont les siens, le mouvement est cependant dirigé par des ambitieux comme Contreras, et secondé par cette minorité de la chambre qui n'a jamais eu de programme socialiste bien défini. Elle ne peut oublier que le triomphe de l'autonomie cantonale, ce n'est pas encore celui de nos aspirations, et si quelques uns des nôtres ont prêté leur concours aux autonomistes, ce n'est pas sans réserve. Poussés à la lutte par les provocations du gouvernement de Madrid, nos amis sauront certainement se garder de se compromettre dans quelque combinaison qui établisse et consolide un pouvoir quelconque, son étendue fut-elle plus limitée que celle du pouvoir central actuel.

Comme il était aisé de la prévoir le pouvoir unitaire de Madrid si faible contre les carlistes qui n'occupent pas une seule ville en toute sécurité, qui n'ont que peu de canons et pas de marine, s'est trouvé tout à coup assez fort en argent, en armes et en soldats pour réduire les villes républicaines du Midi de l'Espagne qui étaient fortement organisées pour la lutte. Après un bombardement atroce Cadix a succombé ; après une résistance dont l'héroïsme est au dessus de tout éloge Valence a succombé ; et lundi 11 août nous apprenons que le général Contreras que l'esprit gouvernemental appelle agréablement *Cabecilla* s'est fait battre aux environs de Chinchilla. On lui a pris paraît-il hommes, canons, fusils, et un drapeau. La seule ville intransigente qui résiste aujourd'hui est Carthagène ; mais il est facile de prévoir la sort qui lui est réservé.

Martinez Campos est envoyé contre Carthagène qu'il doit attaquer de concert avec l'escadre qu'on a réunie pour cela à Alicante.

A la chambre la minorité réclame l'amnistie générale pour les auteurs de l'insurrection qui vient d'être écrasée. Il est bien entendu qu'il n'est pas question des affaires d'Alcoy. La majorité qui vient d'accorder au gouvernement le droit de poursuivre les députés qui ont pris part au mouvement paraît peu disposée à accorder ce qu'on lui demande. En cas de refus la minorité menace de se retirer et d'empêcher ainsi le vote de la Constitution.

Administration et Rédaction, calle Sile n.º 8, piso 4.º, Barcelona Espagne.—Pédro Gasull.

Barcelone: Imprimerie de Joseph Miret, rue Cortes, n. 289 et 291.